

Algérie: les autorités tentent d'empêcher une réunion des syndicats autonomes du Maghreb



Une déléguée mauritanienne évoque la détérioration des conditions de vie dans son pays depuis le putsch militaire et la mise en place de l'aide internationale.



« Dans mon pays, les syndicats indépendants sont interdits », explique le délégué égyptien de la « Main-d'œuvre sans syndicat ». Photos: SNAPAP

Dans le Maghreb, la situation syndicale est loin d'être simple. D'une part, chaque pays possède ses syndicats officiels, contrôlés par l'Etat, dans une région où aucun gouvernement ne se distingue par ses aspirations démocratiques. D'autre part, des syndicats indépendants ont vu le jour dans chacun de ces pays. Ils revendiquent la fin de l'oppression et de la violence envers les syndicalistes et les défenseurs des droits humains, le droit de s'organiser conformément aux conventions de l'OIT, le respect des droits des femmes et une politique économique au service de la population et non du porte-monnaie de la classe régnante. Pas étonnant qu'ils fassent l'objet d'une répression sans merci et doivent lutter sans relâche pour leur reconnaissance et leur survie.

Répondant à l'invitation du Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP), les représentantes et les représentants de syndicats indépendants d'Egypte, de Tunisie, du Maroc, de Mauritanie et du Sénégal se sont réunis à Alger les 14 et 15 mai à l'occasion du premier forum syndical maghrébin, organisé notamment avec l'appui du SOLIFONDS. Les divers comptes rendus nationaux ont montré que la liberté syndicale est bafouée dans tous les pays concernés. Une manœuvre des autorités algériennes à la veille du forum n'a fait que le confirmer: depuis quelque temps, le SNAPAP louait à un particulier des locaux de réunion qui étaient devenus sa « maison syndicale ». Le 13 mai, la municipalité s'est adressée au propriétaire pour le sommer de fermer la « maison syndicale ». Motifs avancés: de jeunes gens venaient s'y retrouver, l'endroit était bruyant et d'aucuns y organisaient, sans l'autorisation requise, des réunions avec des étrangers... De crainte, le propriétaire a obtempéré.

Le forum a eu lieu malgré tout. Il s'est tenu dans les locaux du parti socialiste (FFS), de sorte que les débats n'ont pas seulement porté sur l'oppression des syndicats, mais aussi sur celle des femmes. Prenant le cas de l'Algérie, les participants ont en outre constaté à quel point la population souffre du renchérissement généralisé, engendré par la politique économique néolibérale, les privatisations et le bradage des ressources. Protestations sociales et grèves sont aussitôt et brutalement réprimées.

Face à cette situation, les syndicats indépendants du Maghreb entendent bien poursuivre la lutte: leur prochain forum est déjà prévu au Maroc et le suivant devrait se réunir en Mauritanie.

**liberté.
égalité.
dignité.
pour moi et toi.**

grande manifestation
contre le racisme
et l'exclusion

Berne, samedi 26 juin 2010

La xénophobie, le racisme et l'exclusion sont aujourd'hui à la mode en Suisse. Malheureusement. Nous ne nous résignons pas à ce que l'exclusion devienne la norme. Nous n'accepterons pas la montée du racisme dans nos lois et dans notre quotidien.

À la méfiance et à la politique du bouc émissaire, nous opposons la lutte solidaire pour les droits sociaux et politiques fondamentaux pour toutes et tous.

Nous voulons de la solidarité, des droits égaux et de participation pour toutes et tous au lieu de l'intégration forcée.

Il n'y a pas de démocratie sans droits fondamentaux. C'est le fondement d'une société ouverte ayant un avenir. Ils doivent s'appliquer à chacun-e sans aucune discrimination.

Plus d'information sur:
www.sosf.ch/manif

sans nous
rien
ne va plus.

Edition: Fondation «Fonds de solidarité pour les luttes de libération sociale dans le tiers monde»

La fondation est soutenue par l'Union syndicale suisse (USS), le Parti socialiste suisse (PSS), l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) et les cofondateurs: Afrika-Komitee, AAB Südliches Afrika, Déclaration de Berne, FEPA, Comité Guatemala, Magasins du Monde, Comités Nicaragua - El Salvador, Comité suisse de soutien au peuple sahraoui, Terre des Hommes Suisse, Groupe de travail Suisse-Colombie.

Rédaction:
Urs Sekinger, Yvonne Zimmermann
Impression: printoset, Zurich
Traduction: Milena Hrdina, Moutier

SOLIFONDS

Fonds de solidarité pour
les luttes de libération sociale
dans le tiers monde

Bulletin d'information
n° 68 / juin 2010

Action de soutien

Philippines: des ouvrières s'opposent à la fermeture de leur usine!

Honduras: les assassinats restent à l'ordre du jour

« Nous allons te trouver la peau. Tu n'en as plus pour longtemps! » Cette menace anonyme, Carlos H. Reyes, président du syndicat STIBYS, l'a reçue fin mai par téléphone. Quelques jours plus tard, des hommes armés ont pénétré au siège de l'organisation et grièvement blessé un syndicaliste.

Représentant bien connu du vaste front de résistance populaire FNRP, Carlos H. Reyes a séjourné en Suisse en avril et mai derniers sur invitation du SOLIFONDS. A l'occasion de conférences et de rencontres avec des hommes et des femmes politiques, des syndicalistes et des professionnels des médias, il a rendu compte de la situation au Honduras, évoqué les intimidations et les attaques ciblées visant les mouvements populaires. D'ailleurs, depuis l'arrivée au pouvoir du président Porfirio Lobo, issu du scrutin organisé par les putschistes, les choses n'ont fait qu'empirer: de février à fin avril 2010, sept journalistes, quatre syndicalistes et plusieurs membres de l'organisation paysanne MUCA ont été tués, dans un climat de totale impunité.

Signant une pétition lancée par le SOLIFONDS et l'Union syndicale suisse (USS), de nombreuses organisations demandent dès lors au Conseil fédéral qu'il intervienne pour faire respecter les droits humains au Honduras et exiger que les responsables d'assassinats et de violations des droits humains soient traduits en justice. De plus, l'Etat doit cesser d'envoyer l'armée contre la population. La pétition (sur www.solifonds.ch) a reçu le soutien de nombreuses organisations, dont les syndicats Unia, SSP et SEV, de même que le Syndicat de la communication.

SOLIFONDS
Quellenstrasse 25
Case postale
CH-8031 Zurich
Tél. 044 272 60 37
Fax 044 272 11 18
mail@solifonds.ch
www.solifonds.ch
CP 80-7761-7



Les ouvrières licenciées manifestent depuis des mois devant les portes closes de l'usine de Triumph. Photo: BPMTI

L'an dernier, Triumph, la multinationale du sous-vêtement domiciliée en Suisse, a mis 3600 ouvrières à la porte aux Philippines et en Thaïlande. Au début de l'année, 253 ouvrières et ouvriers ont connu le même sort à la fabrique de carton de Deisswil (Berne). Chez Clariant, à Bâle, les vagues de licenciements se succèdent au rythme d'incessantes restructurations: 4000 licenciements en 2004, 2200 trois années plus tard et encore 1300 l'an dernier. Partout dans le monde, des entreprises appliquent une logique implacable du profit dont les effets dévastateurs se font sentir à tous les niveaux: licenciements massifs, précarisation de l'emploi, baisse des salaires, transfert des coûts sociaux sur les communes ou les personnes les plus touchées, détérioration croissante des conditions de travail et de la prévention santé et mise à mal des acquis syndicaux.

En Suisse, il est certes (encore) possible de négocier des plans sociaux et de compter sur un filet de sécurité sociale. Aux Philippines, les ouvrières sont moins bien loties: elles se retrouvent à la rue et leur ex-employeur se fiche de ses obligations légales comme d'une guigne. La direction de Triumph ignore leurs appels à négocier, refusant même d'entamer un simple dialogue, tandis que les forces de l'ordre s'en prennent au syndicat des ouvrières du textile. Une action en dommages-intérêts vient d'ailleurs d'être intentée dans l'espoir de le réduire au silence.

Pour dénoncer l'arrogance des multinationales et prévenir le démantèlement social à l'échelle mondiale, nous devons rappeler leurs responsabilités aux grandes sociétés internationales, surtout lorsqu'elles ont leur siège en Suisse. Nous devons aussi soutenir l'opposition et les luttes comme celle des travailleuses du textile aux Philippines, qui font preuve d'un courage exemplaire afin de faire valoir leurs droits face au géant qu'est Triumph et entendent relancer elles-mêmes la production.

La représentante des sans-terre boliviens en visite en Suisse

Invitée par l'organisation E-Changer, Asunta Salvatierra, du mouvement des sans-terre (MST) de Cochabamba, en Bolivie, a passé le mois d'avril en Suisse à partager des idées et des expériences.

Lors de son passage à Zurich, le SOLIFONDS l'a conviée à une longue interview sur Radio LoRa et a mis sur pied une conférence-débat à la boutique Kasama. Ce fut l'occasion d'échanges fort enrichissants avec une femme quechua qui poursuit depuis de nombreuses années divers objectifs au sein

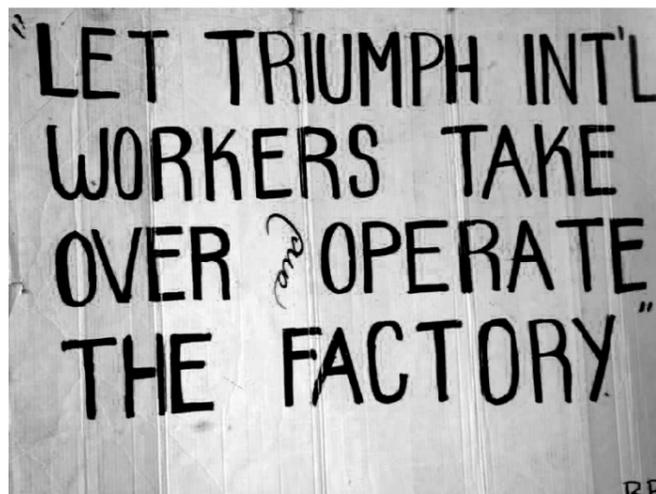


du MST. Sa priorité principale va à la réforme agraire, car des milliers de petits paysans ne parviennent plus à nourrir leur famille sur leurs petites parcelles. Les plaines de l'est du pays offrent certes des terres fertiles, mais leur répartition se heurte à la résistance acharnée et parfois violente des grands propriétaires terriens et de l'industrie du bois. Le gouvernement d'Evo Morales aura fort à faire s'il entend, comme promis, redistribuer les terres arables.

L'accès à la terre sert de condition au deuxième objectif: la souveraineté alimentaire. Pour éradiquer la faim, chaque ménage et chaque pays doivent commencer par produire les aliments dont ils ont besoin.

Mais cet idéal restera une utopie si les femmes n'ont pas, et c'est là le troisième objectif, le même droit que les hommes à posséder des terres. Voilà pourquoi Asunta lutte pour l'égalité des droits, même au sein du MST.

La nouvelle Constitution bolivienne concrétise le quatrième objectif: la reconnaissance de la culture indigène. Selon Asunta la réalité est tout autre, car les indigènes sont victimes d'un racisme en règle dans de nombreux secteurs de la société.



Jusqu'à l'intervention de la police, en mai 2010, les ex-employées de Triumph avaient fait de leur campement de protestation un atelier de production improvisé. Elles veulent rouvrir l'usine et la gérer elles-mêmes.

Photo: BPMTI

Les ouvrières du textile tiennent tête depuis près d'une année à la multinationale suisse du sous-vêtement Triumph

A la surprise de tous, le fabricant germano-suisse de sous-vêtements Triumph International a fermé, en été 2009, deux usines aux Philippines et licencié 1663 ouvrières. Depuis lors, des centaines d'entre elles se sont relayées devant les portes des usines pour empêcher l'entreprise de déménager ses machines avant d'avoir trouvé un accord avec leur syndicat BPMTI (Bagong Pagkakaisa ng mga Manggagawa sa Triumph Int'l. Phils. Inc.). La direction de Triumph s'est jusqu'ici refusée à toute négociation.

Début mai, les forces de sécurité sont intervenues en masse pour déloger les manifestantes: les tentes et les stands ont été arrachés, les personnes présentes menacées et nombre d'entre elles blessées. Le bureau du syndicat BPMTI a par ailleurs été évacué, une partie du matériel détruit et les locaux condamnés. Une décision provisionnelle interdit désormais aux ouvrières de se rassembler à proximité de la fabrique de Triumph. Bien qu'elles craignent de nouvelles attaques et intimidations, elles maintiennent leur piquet non loin de là.

Les syndicats portent plainte contre Triumph

Triumph International, société sise en Suisse, est l'un des plus grands producteurs mondiaux de lingerie et de sous-vêtements. Fondée en Allemagne il y a 114 ans, la multinationale est aujourd'hui présente dans plus de 120 pays: elle emploie au moins 44500 collaborateurs de par le monde, affiche un chiffre d'affaires annuel de 2,37 milliards de francs (2008) et possède de nombreuses marques de sous-vêtements, dont Sloggi, Bee Dees et HOM.

Pendant qu'elle congédiait ses ouvrières aux Philippines (lire notre article), l'entreprise a licencié, il y a un peu moins d'un an, 2000 employés d'une grande usine en Thaïlande, justifiant ces suppressions de postes par la récession. Il est à relever que ces «restructurations» ont touché exclusivement les sites de production où la main-d'œuvre était bien organisée sur le plan syndical. Dans ce même pays, Triumph International venait en effet d'agrandir une autre de ses usines, jusqu'ici dépourvue de structures syndicales.

La multinationale ayant procédé à ces licenciements massifs sans consulter les organisations syndicales et sans négocier de plan social, les syndicats philippins et thaïlandais ont déposé en décembre 2009 une plainte auprès du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) pour violation des directives de l'OCDE. A mi-mai, le point de contact national suisse pour les principes directeurs de l'OCDE a accepté la plainte contre Triumph et tentera à présent de réunir les deux parties à la même table en vue d'une médiation. Jusqu'à présent, la direction de Triumph a refusé toute négociation avec les syndicats.

Les ouvrières licenciées ont également rencontré à plusieurs reprises la société étatique Food Terminal Incorporated, qui gère la zone industrielle où se trouve l'usine. Elles font en effet valoir qu'elles sont capables d'exploiter elles-mêmes les installations aujourd'hui à l'arrêt. Malgré ces contacts, c'est la Food Terminal Inc. qui a fait expulser les protestataires et veillé à ce que toute manifestation soit interdite aux alentours de l'entreprise. Le dossier du tribunal explique son attitude: Triumph a fait miroiter à la société de l'Etat qu'elle pourrait prendre possession des installations fixes si elle se chargeait de sortir les outils de production des bâtiments afin de les remettre à Triumph. Par ce marché, la multinationale de la lingerie espère empocher «le beurre et l'argent du beurre»: récupérer machines et matériel sans se salir les mains. Voilà pourquoi la Food Terminal Inc. a eu recours à la violence pour déloger les ouvrières.

Le syndicat pourrait à présent se trouver face à une réclamation exorbitante de dommages-intérêts: n'ayant pas pu, en raison des piquets de protestation, louer les terrains devant l'usine pendant plusieurs mois, la Food Terminal Inc. exige que les travailleuses lui versent quelque 117 000 euros.

Pour être en mesure de se défendre contre cette exigence abusive et contre la décision provisionnelle qui leur interdit de facto de manifester à proximité de l'usine, les ouvrières ont besoin d'urgence d'une assistance juridique. Elles ont donc adressé une demande d'aide financière au SOLIFONDS. Les forces de sécurité ayant évacué et condamné le bureau du syndicat, celui-ci doit trouver de nouveaux locaux afin de poursuivre ses activités.

Reprendre la production en autogestion

Les licenciements massifs ont plongé nombre de travailleuses dans la précarité, car elles assuraient le principal revenu de leur famille. C'est aussi le cas en Thaïlande, où Triumph a licencié 2000 ouvrières. Celles-ci sont parvenues à commencer la production de leur propre ligne de sous-vêtements à fin février et s'assurent ainsi un modeste revenu. A cet effet, le Ministère thaïlandais du travail a mis à leur disposition 250 machines à coudre, un atelier de production et un prêt pour la mise sur pied d'une coopérative. Ce geste, le ministère ne l'a toutefois consenti que lorsque les travailleuses licenciées ont occupé le ministère et commencé à produire de la «lingerie protestataire» dans les locaux de l'Etat.

Aux Philippines, les ouvrières congédiées veulent aussi créer une coopérative et relancer la production dans les locaux de Triumph, désormais vides. Au cours de leur action de protestation, leurs piquets avaient déjà improvisé un atelier et fabriqué une collection de vêtements solidaires.

Colombie: «Les femmes doivent participer davantage à la préparation des actions et des campagnes!»

«Le profond déséquilibre qui perdure dans la représentation des sexes à la tête du syndicat nous préoccupe vivement. Nous allons donc nous attacher à donner plus de pouvoir aux femmes.» Voilà ce que nous ont écrit les femmes regroupées en division au sein de l'union syndicale CUT du département Valle del Cauca. Dans cette région de la Colombie, les femmes représentent un peu plus de la moitié des effectifs syndicaux. Parmi elles, on trouve surtout des enseignantes et des salariées du secteur de la santé, la proportion de femmes avoisinant 70% dans les syndicats de ces branches spécifiques. Mais beaucoup d'ouvrières sont également syndiquées, comme celles des industries textile, alimentaire et chimique. Nombre d'entreprises emploient de fait toujours plus de femmes... et les paient moins que les hommes pour le même travail.

La forte proportion de femmes au sein de la base ne se retrouve pas au niveau des organes dirigeants des syndicats. Alors que la direction de l'union syndicale colombienne (CUT) compte vingt et un membres, on n'y trouve qu'une seule femme. Quant à la direction de la section régionale CUT-Valle del Cauca, elle compte quatre femmes sur un total de quinze membres. Pour faire intervenir davantage les femmes dans les décisions et leur permettre de faire valoir leur point de vue et leurs préoccupations lors de la préparation de campagnes et d'actions, la division des femmes de cette section régionale prévoit d'organiser quatre séries de séminaires destinés à encourager les femmes et à les promouvoir vers les postes dirigeants. Mis sur pied avec l'appui du SOLIFONDS, ces séminaires s'adressent à une centaine de femmes membres des divers syndicats sectoriels. Les participantes reçoivent une formation de base sur le travail syndical, les normes du travail, les droits spécifiques des femmes et la communication.

Au nom des femmes qui luttent pour leurs droits et une répartition équitable des terres, nous vous remercions de votre solidarité!